



**M. Roger H. Salquis examine des variétés de tomates OGM à être approuvées par la Foods and Drugs Administration (FDA) des États-Unis. C'était en 1991.**

# LA QUESTION SUR LES OGM À QUI SE FIER? LE PARTI-PRIS DES SCIENTIFIQUES\*

Dans le débat sur les OGM, les consommateurs-rices sont laissés à eux-mêmes. Les chercheurs-es dépendent de l'industrie qui les finance. Les gouvernements cherchent de bonnes affaires.

PAR DENISE PROULX

À l'université, il est devenu impossible de présenter une étude nuisible à un partenaire privé, tellement les pressions commerciales sont fortes, constate Pierre Turcotte, du Centre de recherche sur les grains.

À cause des compressions budgétaires, le partenariat public-privé domine la recherche

\* Premier d'une série de trois articles. Prochains numéros: «La révolution verte», «Le principe de précaution».

universitaire. Les scientifiques risquent d'y perdre leur indépendance et les laboratoires universitaires québécois sont muselés. «On peut bien dire qu'il y a des études sur les OGM, ces recherches sont pour la galerie. [...] On nous raconte n'importe quoi!», se plaint Pierre Turcotte. Au risque de se retrouver au banc des exclus, l'agronome-phytogénéticien associé au Centre de recherche sur les grains, anciennement rattaché au minis-

tère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation du Québec (MAPAQ), ne ménage pas ses collègues universitaires qui portent deux chapeaux à la fois.

«Il y a trop de chercheurs qui font des affirmations sans fondement scientifique», s'irrite M. Turcotte. Leurs démarches sont remplies de présuppositions non vérifiées et non vérifiables. «On n'a jamais autant manqué de sens critique.»

Début février (2001), un rapport de la Société Royale du Canada corroborait ces propos. La Société Royale rapporte que, «pour assurer l'intégrité des bases scientifiques, il faudrait mettre un terme aux conflits d'intérêt en croissance au sein de la communauté scientifique, engendrés par un climat entrepreneurial qui donne prépondérance aux intérêts privés dans la détermination des orientations de recherche».

Québec tient le discours inverse. La tendance, depuis 10 ans, a été de sortir les universitaires de leurs tours d'ivoire. Il fallait les connecter aux besoins des entreprises, pour en augmenter la rentabilité et la compétitivité internationale, tout en palliant le financement public déficient des institutions. La politique scientifique élaborée par le ministre Jean Rochon a relancé la course aux découvertes profitables, et cet objectif rallie de plus en plus de chercheurs-es.

François Belzile, professeur en génétique des plantes à l'Université Laval, estime que ce partenariat était souhaitable, mais il